

Employeurs et syndicats

guid=d3a051b2-87

Quel rapport de force ?

Avec l'avènement du Covid-19, la viabilité de plusieurs entreprises est menacée et le spectre de licenciement plane sur de nombreux employés du secteur privé. Quid du rapport de force entre les employeurs et la classe syndicale ?

Reeaz Chuttoo, le président de la Confédération des travailleurs du secteur privé (CTSP), se dit convaincu que le chômage massif jouera en faveur des syndicats. Selon lui, un employé licencié qui ne peut plus honorer ses engagements financiers n'a plus rien à perdre. « Il est donc prêt à la révolte avec une tendance à basculer dans l'anarchie car il n'aura plus de repère politique. C'est ce qui va jouer en faveur des syndicats », dit-il.

Reeaz Chuttoo prévoit ainsi qu'il y aura pas mal « d'orphelins dans les rues » qui demanderont d'être pris sous les ailes des syndicats. « Donc, nous ne considérons pas que le rapport de force soit à notre désavantage. Au contraire, j'estime que c'est une occasion qui se présente à nous pour devenir encore plus forts », dit-il. Le président de la CTSP se dit ainsi « plus fort que jamais ». « Le chômage massif ne m'inquiète pas. Au contraire, je me vois déjà avoir plus de membres », avance-t-il.

Cependant, le dirigeant syndical se dit préoccupé par des employeurs qui, selon lui, vont profiter de la situation pour licencier. « Ce sera une question de Supply and Demand. Plus il y aura des licenciements, plus il y aura de demande pour un travail. Du coup, les salaires seront plus bas et les conditions plus précaires lorsque ces mêmes compagnies qui ont licencié recruteront à nouveau. C'est là le plus grand danger », dit-il.

L'intervenant indique que le rapport de force des syndicats dépendra aussi de leur capacité



Atma Shanto (à g.) et Reeaz Chuttoo.

intellectuelle à disséquer les problèmes point par point et leur capacité à se faire écouter.

ÉCARTÉ DES DISCUSSIONS

Atma Shanto, pour sa part, déplore que le mouvement syndical a été écarté des discussions dans la prise de décisions importantes concernant la levée du confinement ou les plans de relance. « Nous ne sommes au courant de rien et il n'y a pas non plus eu de consultations, même si j'ai su par la suite qu'il y a eu une réunion le mercredi 29 avril avec quelques syndicats », dénonce-t-il.

Atma Shanto juge « anormal » que des décisions soient imposées sur la classe travailleur. « Nous avons compris que le gouvernement et le secteur privé ont l'intention de mettre le fardeau économique sur les

KEVIN RAMKALAON :
« Travailler ensemble pour trouver des solutions »

Pour le Chief Executive Officer de Business Mauritius, le moment serait inopportun pour parler de rapport de force. « Je pense que vu la conjoncture économique



difficile à laquelle nous devons faire face, on devrait plutôt parler de solidarité où tout le monde doit pouvoir travailler ensemble pour trouver des solutions pour le pays », a-t-il déclaré.

épaules des travailleurs. Nous avons aussi compris que le gouvernement a l'intention de venir avec un budget d'état d'urgence économique. Dans les deux cas, nous désapprouvons totalement », affirme le syndicaliste.

D'où son souhait, dit-il, que les différents mouvements syndicaux s'unissent et s'y opposent car, le droit des travailleurs doit toujours primer.

Rizwaan Khodabux
 rizwaan@defimedia.info